

RAPPORT DU PANIER DE DEPENSES MINIMUM ET VALEUR DE TRANSFERTS MALI (DECEMBRE 2023)



Crédit photo AMSODE

Sommaire

Ce panier de dépenses minimales (MEB) et valeur de transferts entre en vigueur en décembre 2023. Les coordonnateurs des clusters ont été consultés pour contribuer au MEB multisectoriel qui comprend divers paniers sectoriels important pour répondre aux besoins de bases des ménages.

La valeur de transfert recommandée pour les transferts monétaires à usage multiple (TMUM) est estimée par personne et par mois et sera de 14384 XOF au niveau national, 14479 XOF à Kayes, 13698 XOF à Koulikoro, 12346 XOF à Sikasso, 12527 XOF à Ségou, 11384 XOF à Mopti, 15627 XOF à Tombouctou, 15554 XOF à Gao, 18705 à Kidal et 20736 à Bamako.

Il est également recommandé d'adapter la valeur de transfert en tenant compte des économies d'échelle, c'est-à-dire de doubler la valeur pour les tailles 2 à 6, de tripler la valeur pour les tailles 7 à 10 et de multiplier la valeur de transfert à partir de la taille 11 jusqu'à l'infini par 4.

Le MEB et la valeur de transfert recommandée sont inférieurs au salaire minimum au Mali et seuil de pauvreté respectivement.

Table des matières

I.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	7
1.1.	Qu'est-ce qu'un panier des dépenses minimum ?.....	8
1.2.	Pourquoi le panier des dépenses minimum ?.....	8
II	METHODOLOGIE.....	9
2.1.	Composition du panier alimentaire.....	9
2.2.	Compositions du panier non alimentaires.....	9
2.3	Définition de la cohorte.....	10
III.	PANIER DES DÉPENSES.....	11
3.1	Panier des dépenses minimum alimentaires.....	11
3.2	Panier de dépenses minimum non-alimentaire.....	11
3.3	Panier de dépenses minimum multisectoriels (hybride).....	12
IV.	ANALYSE DES CAPACITÉS ÉCONOMIQUES DES MÉNAGES (ECMEN).....	13
V.	GAP	14
VI.	VALEURS DE TRANSFERTS MONÉTAIRES.....	15
6.1	Valeur du transfert alimentaire.....	15
6.2	Valeur du transfert non alimentaire.....	16
6.3	Valeur du transfert multisectoriel.....	16
VII.	ECONOMIES ÉCHELLE.....	17
VIII.	RECOMMANDATIONS.....	17
IX.	conclusion.....	18
X.	LISTE DES PARTENAIRES.....	18

Acronymes

CWG	Cash working group
DNPSES	Direction nationale de la protection sociale et de l'économie solidaire
ECMEN	Economic Capacity to Meet Essential Needs
ENSAN	Enquête nationale la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
INSAT	Institut national de la statistique
MEB	Minimum Expenditure Basket
MPC	Multi-Purpose Cash
NFI	Non-Food items
OMA	Observatoire des marches agricole
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
rCSI	Reduced Coping Strategy Index
SCA	Score de Consommation Alimentaire
WI	Wealth Index

Liste des graphiques

- pages 10** Graphique 1 : Valeur du MEB Alimentaire par région (per capita et par mois)
- Pages 11** Graphique 2 : Valeur du MEB non alimentaire per capita et par mois
Graphique 3 : Valeur du MEB non alimentaires par secteurs per capita et par mois
- Pages 12** Graphique 4 : Valeur du MEB multisectoriel per capita et par mois
Graphique 5 : Capacité économique des ménages
- Pages 13** Graphique 6 : Gap Alimentaire
Graphique 7 : Gap non alimentaire
Graphique 8 : Gap Multisectoriel
- Pages 14** Graphique 9: Valeur du transfert alimentaire per capita et par mois
- Pages 15** Graphique 10 : Valeur du transfert non alimentaire per capita et par mois
Graphique 11: Valeur du transfert multisectoriel per capita et par mois

REMERCIEMENTS

Nos remerciements vont à l'endroit du gouvernement du Mali pour avoir pleinement contribué à la définition du panier minimum des dépenses et des valeurs des transferts monétaires. Nous tenons à féliciter les Directeurs centraux des services techniques de l'État, tels que la Direction Nationale de la Protection Sociale et de l'Économie Solidaire (DNPSES), la Direction Nationale du Développement Social (DNDS), l'Institut National des Statistiques (INSTAT), le Système d'Alerte Précoce (SAP) et l'Observatoire des Marchés Agricoles (OMA) pour avoir mis au service du CWG du personnel compétent lors de l'élaboration du panier des dépenses minimum et des valeurs des transferts monétaires.

Nous remercions également les organisations internationales, nationales et les agences du système des nations unies qui ont émis des ressources financières et humaines pour l'aboutissement de ce rapport.

La définition du panier de dépense minimum et des valeurs des transferts monétaires, n'aurait vu le jour sans un engagement fort et participatif des clusters qui en étaient notamment demandeurs. Chaque cluster a contribué en fournissant au CWG et à la taskforce de ressources humaines compétentes, des données et des informations fiables pour aboutir à des conclusions réalistes. Qu'ils en soient infiniment remerciés.

Ce travail a vu le jour grâce aux soutiens techniques des experts du PAM venu du bureau régional et du siège notamment Mariam KATILE (PAM/Dakar), Maire N'diaye (PAM/Dakar) et Angela DIPERNA (PAM/Rome).

La définition du panier de dépense minimum et les valeurs de transferts a nécessité une capacité technique, fine et particulière. La task force MEB, composé des experts du PAM, NORCAP, FAO et OCHA a bien voulu porter cette charge sagement acheminée à bon port. Il s'agit de : Bakary SISSOUMA (PAM/Bamako), Daniel djouaka (PAM/Bamako), Baoubadi ATOZOU (PAM) Mimche Djibril (NORCAP/CASHCAP), Moussa Siddo (FAO), Fadwa Benmabrek (OCHA/Mali) et Alou DIAKITE (OCHA/Mali).

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Mali a une superficie de 1.241.238 Km² pour une population résidente estimée à 2 395 489 habitants en 2023, selon le RGPH5. L'économie Malienne est essentiellement agro pastorale et tributaire des aléas climatiques (sécheresses, inondations...) et des prix des matières premières sur le marché international. Il est classé 186ème sur 191 pays sur la base de l'Indice du Développement Humain (IDH) du PNUD 2021. Le seuil de pauvreté a été estimé en 2020 à 179 327 FCFA et l'indice de pauvreté au niveau national était de 45,5 % en 2022. Pour la réponse humanitaire en 2023 (données OCHA), le nombre de personnes dans le besoin est passé de 7,5 millions en janvier 2022 à 8,8 millions en janvier 2023. Pour le Plan de Réponse Humanitaire de 2023, les partenaires humanitaires recherchent 751,4 millions de dollars pour assister 5,7 millions de personnes avec un focus sur les besoins prioritaires des personnes plus vulnérables.

Différentes modalités d'assistance sont mobilisées en fonction du contexte pour apporter une réponse rapide et appropriée. De plus en plus de réponses incluent la modalité transfert monétaire, pour offrir plus de flexibilité aux personnes afin de mieux répondre aux besoins qu'ils jugent prioritaires et immédiats selon leurs préférences et dans le respect de leur dignité, tout en renforçant l'économie locale. Il y a de plus en plus d'acteurs délivrant le cash. Ainsi, au regard de leur diversité, le CWG Mali a priorisé dans ses objectifs l'harmonisation des approches et des outils au premier rang desquels le MEB et la valeur de transferts par région.

Dans le cadre de la définition de la valeur du transfert monétaire, une analyse du panier des dépenses minimum (Minimum Expenditure Basket - MEB) a été conduite à partir des données de l'Analyse ENSAN de septembre 2022 conduite par le Gouvernement en collaboration avec les agences du système de Nations Unies et de Organisa-

tions Non-Gouvernementale, et a couvert l'ensemble des départements du pays. L'ENSAN a permis de collecter l'ensemble des indicateurs de la sécurité alimentaire et les dépenses des ménages utilisés pour déterminer en rapport entre les besoins calorifiques des personnes et le panier de dépenses minimum. A partir de cela et de la capacité économique des ménages à satisfaire leurs besoins essentiels, différentes valeurs de transfert sont estimées en fonction des activités et des zones de crise. Il s'est agi dans un premier temps de déterminer les dépenses alimentaires et non alimentaires mensuelles, puis de déterminer, pour chaque groupe d'aliments, les aliments les plus consommés par région. À la suite de cela, leur apport calorifique respectif a été pris en compte afin de calculer un panier de dépenses minimum pour chaque ménage. Sachant que la taille de l'échantillon peut avoir des caractéristiques de dispersions, ce panier a été estimé à partir d'une cohorte de ménages sélectionnée parmi ceux inclus dans l'ENSAN et excluant les ménages qui s'écartent des tendances centrales, déterminées à partir des indicateurs de la sécurité alimentaire comme le score de consommation alimentaire, la part des dépenses alimentaires et les stratégies d'adaptation.

Également à travers l'approche droit nous avons recueilli les articles sectoriels des clusters afin définir les paniers non alimentaires.

En relation avec la capacité économique des ménages n'ayant pas couvert leurs besoins essentiels, nous avons estimé les différentes valeurs de transferts. Il s'agit du transfert alimentaire, et celui non-alimentaire mis à jour sur base des données collectées auprès des différents secteurs membre du groupe de travail national sur les transferts monétaires (National Cash Working Group Mali – CWG).

1.1. Qu'est-ce qu'un panier des dépenses minimum ?

Un panier de dépenses minimum (MEB) est un outil opérationnel permettant d'identifier et de calculer, dans un contexte particulier et pour un moment précis, le coût moyen des besoins de base multisectoriels d'un ménage vulnérable sur le plan socio-économique, qui peut être monétisé et accessible en qualité adéquate sur le marché local. Les biens et services inclus dans le MEB doivent permettre aux ménages de satisfaire leurs besoins de base et leur niveau de vie minimum sans recourir à des stratégies d'adaptation négatives ou compromettre leur santé, leur dignité et leurs moyens de subsistance essentiels. Un MEB peut être calculé pour différentes tailles de ménages.

Dans le cadre de cette analyse une approche hybride combinant des éléments basés sur les droits et sur les dépenses a été adoptée.

A. L'approche basée sur les dépenses : se concentre sur la demande effective en utilisant les habitudes de consommation locales pour définir la composition et le coût du panier.

B. L'approche basée sur les droits : utilise les besoins et les normes évaluées (tels que les droits protégés par les droits de l'homme et les lois humanitaires internationales, les normes sociales, les normes techniques nationales)

1.3. Objectifs:

Le but de l'analyse du panier des dépenses minimum est de déterminer les dépenses essentielles des différents groupes de ménages afin de faire une évaluation de la valeur du MEB et de déterminer la valeur des transferts monétaires sectoriels/multisectoriels pour les ménages vulnérables.

Il s'agit plus spécifiquement de :

- Déterminer le profil socioéconomique des ménages ;
- Déterminer les besoins monétaires et non monétaires des ménages dans les différents secteurs retenus ;
- Déterminer les sources de revenus et les montants générés par ces sources ;
- Déterminer les contributions des revenus propres des ménages dans le panier de dépenses minimum ;
- Déterminer la valeur du panier de dépenses minimum

pour définir la composition du panier, et les prix du marché local pour définir le coût.

1.2. Pourquoi le panier des dépenses minimum ?

Pourquoi le panier des dépenses minimum ? Le Panier de Dépenses Minimum permet d'obtenir la valeur du transfert d'une réponse sectorielle/multisectorielle dans le cas d'une urgence en aidant à comprendre les besoins potentiels. En effet, il peut également permettre de définir collectivement ce qui pourrait être couvert par l'aide humanitaire en cas de crise. De fait, il peut servir d'outil d'alerte précoce en permettant de définir les postes de dépenses à surveiller afin de mettre en place des systèmes appropriés de surveillance.

Par ailleurs, un MEB multisectoriel peut jeter les bases d'une collaboration efficace entre les différentes parties prenantes. A cet effet, il peut également contribuer à une meilleure compréhension de la vulnérabilité en fournissant de l'information sur les besoins et la capacité des populations et des ménages à y faire face à un moment précis dans le temps. Il peut fournir un cadre par lequel discuter de ce qui est le plus des modalités appropriées à mesure que la situation évolue.

- Soutenir le ciblage des interventions multisectorielles en identifiant les personnes économiquement vulnérables ;
- Appuyer les décisions sur les valeurs des montants de transfert en identifiant les lacunes pour les besoins alimentaires et non alimentaires, notamment en soutenant la coordination multisectorielle (Gouvernement, partenaires et donateurs) ;
- Renseigner sur la portée d'une analyse approfondie de l'offre de biens et services clés, qui renseignera sur la modalité appropriée pour les secteurs devant être couverts par l'intervention ;
- Établir une base de référence permettant de surveiller les résultats en matière de sécurité alimentaire et de pauvreté en analysant les tendances des dépenses par rapport au panier de dépenses minimum.

II. METHODOLOGIE

Dans le cadre de la définition du panier des dépenses minimum et de la détermination des valeurs de transferts au Mali, nous nous sommes appuyés sur les indicateurs issus des données de l'ENSAN de septembre 2022 pour l'approche dépense et du panier sectoriel des clusters pour l'approche droits. Ainsi, l'établissement du panier de dépenses minimum alimentaire s'est fait à partir :

- Du calcul des dépenses alimentaires des ménages (cash, crédit, assistance/don et propre production).

- De la sélection d'un échantillon de la population à partir d'un certain nombre de critères pour constituer la cohorte.
- De la prise en compte des prix et des valeurs calorifiques des principales denrées alimentaires.

L'établissement du panier de dépense minimum non alimentaire est basé sur l'approche droit, prenant en compte le droit international humanitaire (les normes sphères) dans les secteurs de l'éducation, Santé, Hygiène et assainissement, protection, communication, transport et l'énergie.

2.1. Composition du panier alimentaire

Dans le cadre de cette analyse, une revue des aliments les plus consommés par région a été conduite à partir des données de l'ENSAN de septembre 2022, pour déterminer pour chaque groupe d'aliments, les aliments les plus consommés dans les différentes régions. Ainsi, nous obtenons un panier alimentaire par région. La seule différence en termes de groupe d'aliments par régions ce situe au niveau des céréales, le mil, maïs, riz et semoule sont considérés selon les habitudes alimentaires de chaque région.

- **Dépenses mensuelles** : il est effectué des calculs sur les dépenses de ménages comme indiqué ci-après :
 - Calcul des dépenses alimentaires par aliment et par personne incluant les dépenses de cash, crédit, assistance et propre production
 - Calcul des dépenses totales par personne
 - Calcul des dépenses cash alimentaires et non-alimentaires par produit
- **Calcul des prix moyens des aliments** : Les prix moyens des principaux aliments pour chaque région en fonction du panier alimentaire

retenu de chaque groupe alimentaire ont été utilisés. Ces prix sont collectés par OMA et le PAM, ils ont été apurés et validés avant analyse. Pour éviter l'effet de la saisonnalité des prix, les prix moyens mensuels de septembre 2022 des différents produits retenus ont été utilisés pour chaque région, même s'il peut y avoir des variations à l'intérieur d'une même région du fait de l'enclavement entre autres.

Calcul des apports calorifiques :

Détermination des quantités d'aliments consommés à partir des dépenses alimentaires et des prix de ces aliments.

L'utilisation des valeurs calorifiques des principaux aliments pour 100g (NUTVAL) pour estimer les Kcal consommées et l'apport calorifique de chaque aliment et recalculer les quantités consommées par personne.

2.2 compositions du panier non alimentaires

En utilisant l'approche droit la composition du panier non alimentaires a été établi travers les articles sectoriels reçues des clusters jugé essentiels.

Tableau 2 : articles par clusters

Secteurs	Items approche droits
Education	Cantine scolaire
	Soutien scolaire
	Inscription à l'école
	Coopérative scolaire
Wash et Abris	Achat de l'eau
	Vidange de latrine familiale
	150/180 g de savon de toilette
	150/180 g de savon de lessive
Santé	Ticket de consultation
	Analyses médicale
	Médicament
	Moustiquaire à filet insecticide - 2 places
Transport	Transport
	Frais de transport
Energie	Electricité ou Bois de chauffe / Gaz / charbon
	Piles pour lampe
	Paquet allumette
Protection	Hygiene menstruelle
Communication	Frais de credit
	Cout de la connexion internet
	Piles radio

2.3 Définition de la cohorte :

La cohorte est la population de référence utilisée pour le calcul du MEB. Il s'agit de la population qui est en mesure de satisfaire ses besoins essentiels de base sans pour autant être ni très riche, ni très pauvre selon les caractéristiques reprises ci-dessous. Dans le cadre de cette analyse, une série de tests statistiques a permis de déterminer d'abord les variables à considérer dans la définition de la cohorte et des intervalles à considérer une fois un indicateur retenu.

Pour déterminer la cohorte, il a fallu sélectionner des critères qui permettent d'identifier les ménages qui sont juste en mesure de répondre à leurs besoins essentiels et qui peuvent être observés à partir de la base de données. Les indicateurs utilisés sont :

- Le score de consommation alimentaire
- Les dépenses alimentaires
- Le type de logement selon le milieu de résidence
- Les types de stratégies basées sur les moyens d'existence

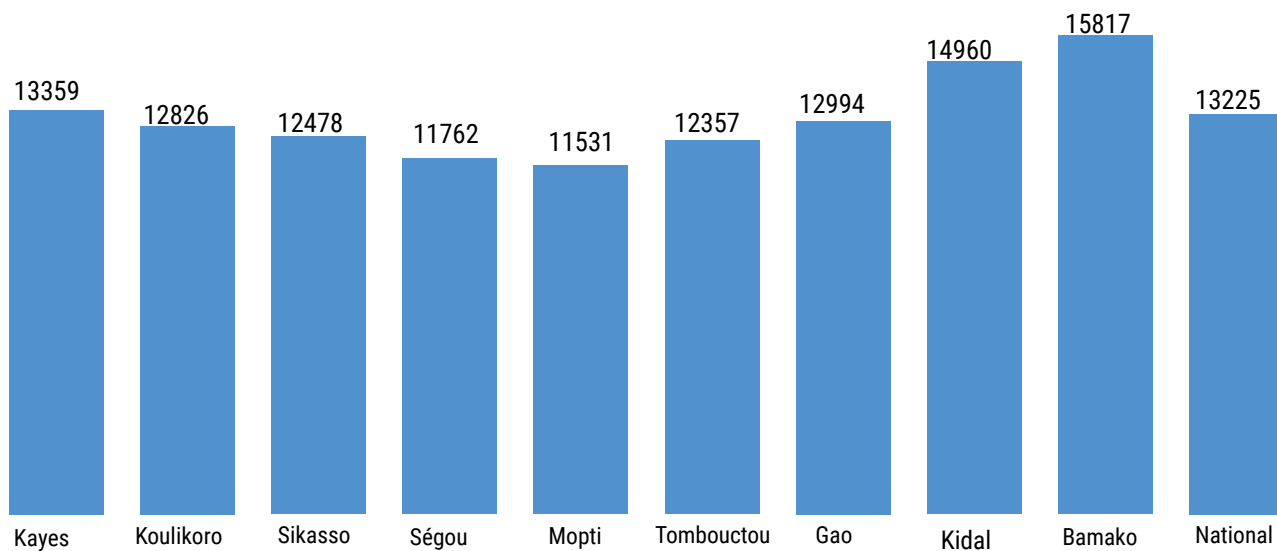
III. PANIERS DES DÉPENSES

3.1 Panier des dépenses minimum alimentaires

Globalement, le panier des dépenses minimum alimentaire au niveau national est estimé à 13225 XOF en moyenne par personne et par mois. A l'échelle des régions, nous observons une variation de la valeur du MEB à

cause des différences de prix et des habitudes alimentaires d'une région à une autre, du milieu de résidence (urbain/rural).

Graphique 1 : Valeur du MEB Alimentaire par région (per capita et par mois)

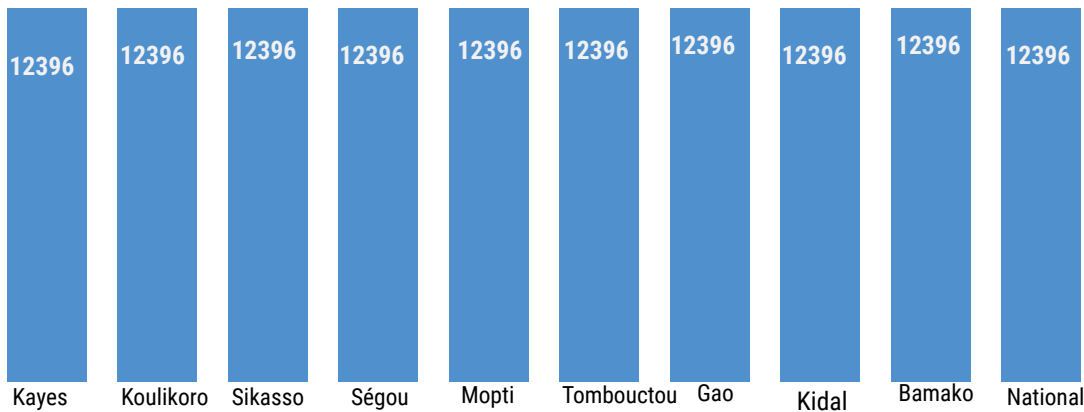


3.2 Panier de dépenses minimum non-alimentaire

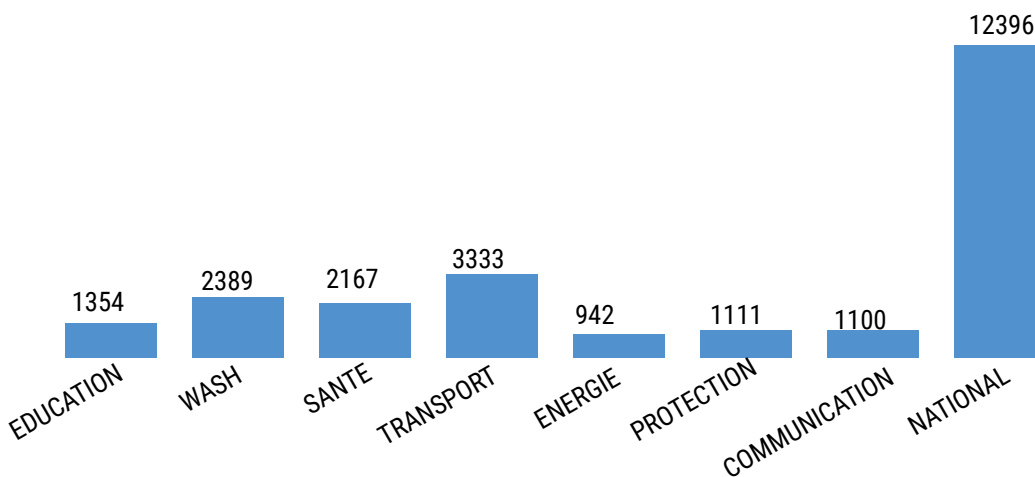
Le panier de dépenses non alimentaires est constitué des articles sectoriels des clusters qui suivent les normes sphère et les normes techniques nationales pour définir la composition du panier, et les prix du marché local pour définir le coût. Toutefois, il convient de souligner que certaines

dépenses non-alimentaires sont trimestrielles ou semestrielles et ont été par conséquent rapportées à une base mensuelle, afin de mieux les harmoniser et de pouvoir les arrimer aux dépenses alimentaires pour la constitution du panier des dépenses minimum.

Graphique 2 : Valeur du MEB non alimentaire per capita et par mois



Graphique 3 : Valeur du MEB non alimentaires par secteurs per capita et par mois



Dans le cadre de l'approche droits, les articles sectoriels sont les mêmes dans toutes les régions avec une

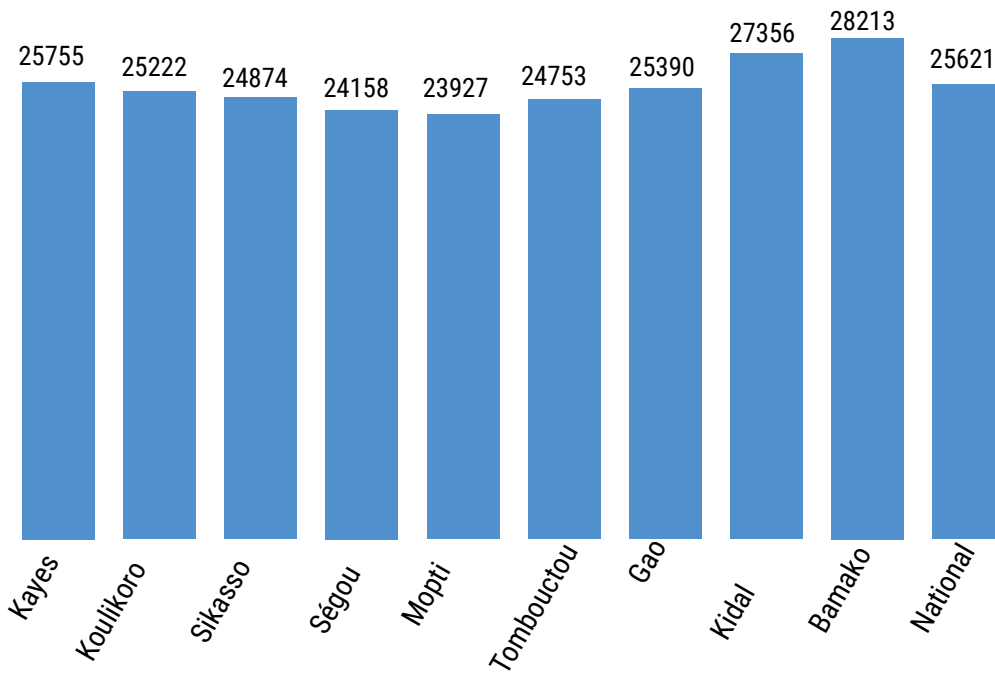
similarités des prix, le MEB non alimentaire s'élève à 12396 FCFA per capita et par mois.

3.3 Panier de dépenses minimum multisectoriels (hybride)

En combinant les 2 approche nous obtenons un MEB hybride. Le MEB au niveau national est de 25621 FCFA per capita par mois. L'on peut également constater

que la région de Bamako détient le MEB le plus élevé à hauteur de 28213 FCFA

Graphique 4 : Valeur du MEB multisectoriel per capita et par mois

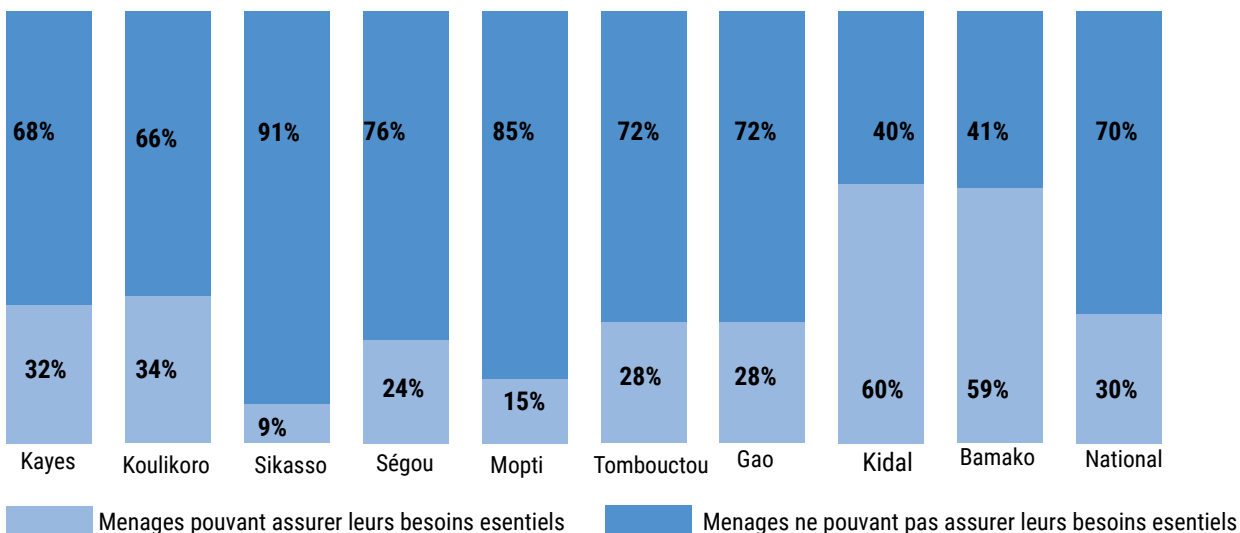


IV. ANALYSE DE LA CAPACITÉ ÉCONOMIQUE DES MÉNAGES (ECMEN)

Les ménages en mesure de couvrir leurs besoins sont ceux dont les dépenses (cash et propre production) par personne et par mois sont supérieures ou égales au panier des dépenses minimum par personne et par mois. A l'inverse, les ménages qui ne sont pas en mesure de couvrir leurs besoins sont ceux dont les dépenses (cash et propre production) par personne et par mois sont inférieures au panier des dépenses minimum par personne et par mois. Ces derniers sont considérés comme des

ménages économiquement vulnérables. Au niveau nationale **30% des ménages ont la capacité économique pour couvrir leurs besoins essentiels, alors que 70% des ménages de la cohorte ne peuvent pas assurer la couverture de leurs besoins essentiels.**

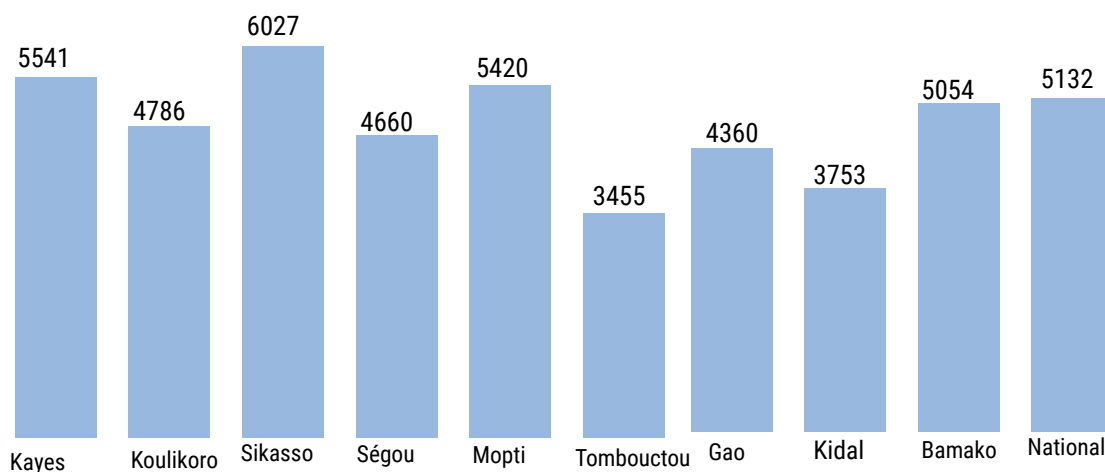
Graphique 5 : Capacité économique des ménages



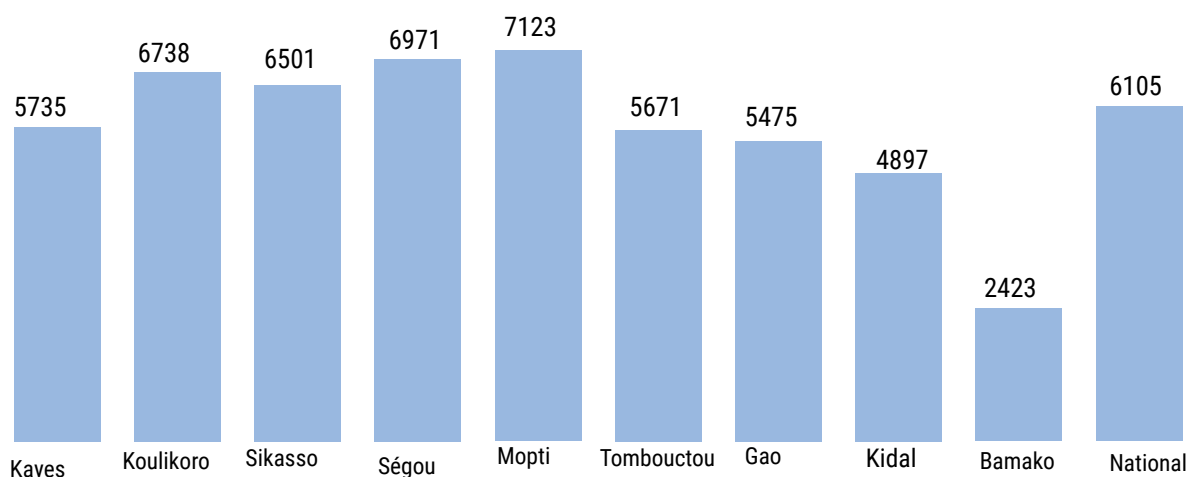
V. GAP

Avant de déterminer les valeurs de transfert, nous avons d'abord calculé les gaps alimentaires, non alimentaires et multisectoriel. Le gap est obtenu à travers la différence entre la valeur du MEB per capita par mois d'un côté et les dépenses totales (Cash et propre production) per capita et par mois des ménages ayant pas la capacité économique de couvrir leurs besoins essentiels de l'autre.

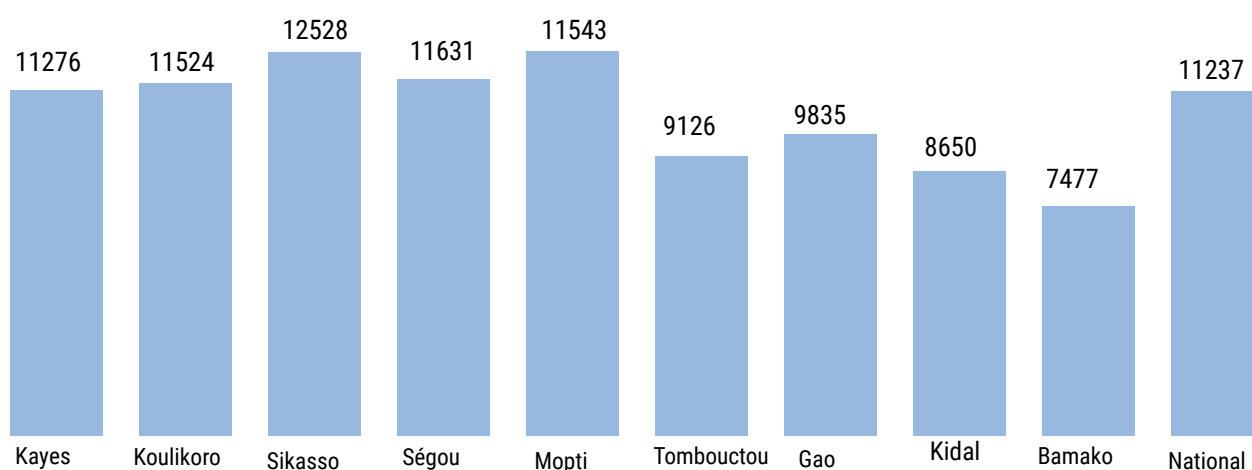
Graphique 6 : Gap Alimentaire



Graphique 7 : Gap non alimentaire



Graphique 8 : Gap Multisectoriel



VI. VALEURS DE TRANSFERTS MONÉTAIRES

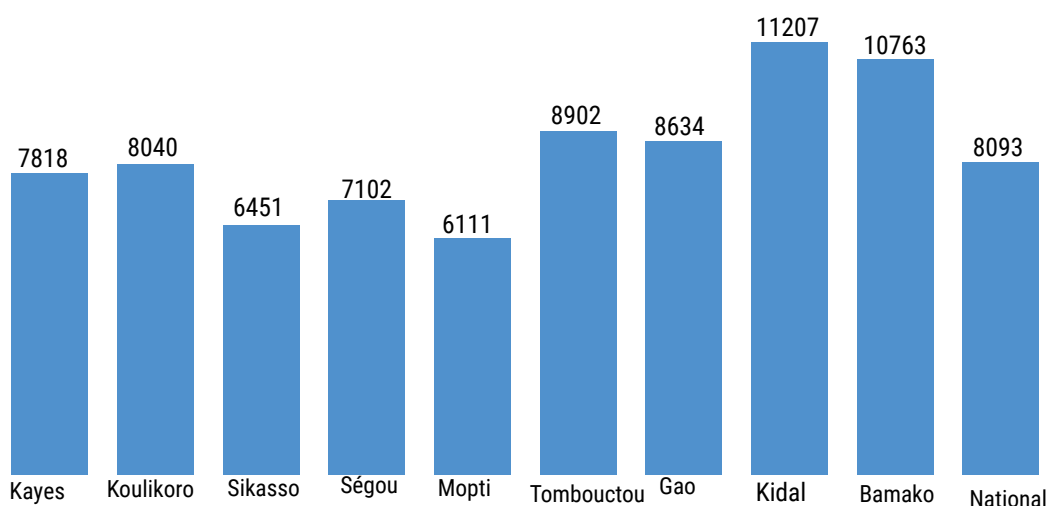
Dans le cadre de cette analyse, nous avons déterminé la valeur de transfert par région.

6.1 Valeur du transfert alimentaire

La valeur du transfert alimentaire est obtenue à travers la différence entre la valeur du MEB alimentaire per capita et par mois d'un côté, et les dépenses totales alimentaires (cash et propre production) per capita et par mois des ménages n'ayant pas la capacité économique de couvrir leurs besoins essentiels de l'autre. La valeur

de transfert estimée reste donc inférieure au seuil de pauvreté per capita, ce qui indique que c'est un panier minimal qui est considéré et par conséquent qu'elle est plus adaptée aux programmes de transferts sociaux.

Graphique 9: Valeur du transfert alimentaire per capita et par mois



Comme présenté dans le graphique ci-dessus, la valeur varie d'une région à une autre. Elle est par exemple de 10763 XAF en moyenne par personne par mois au niveau à Bamako alors qu'elle est de 11207 XAF en moyenne

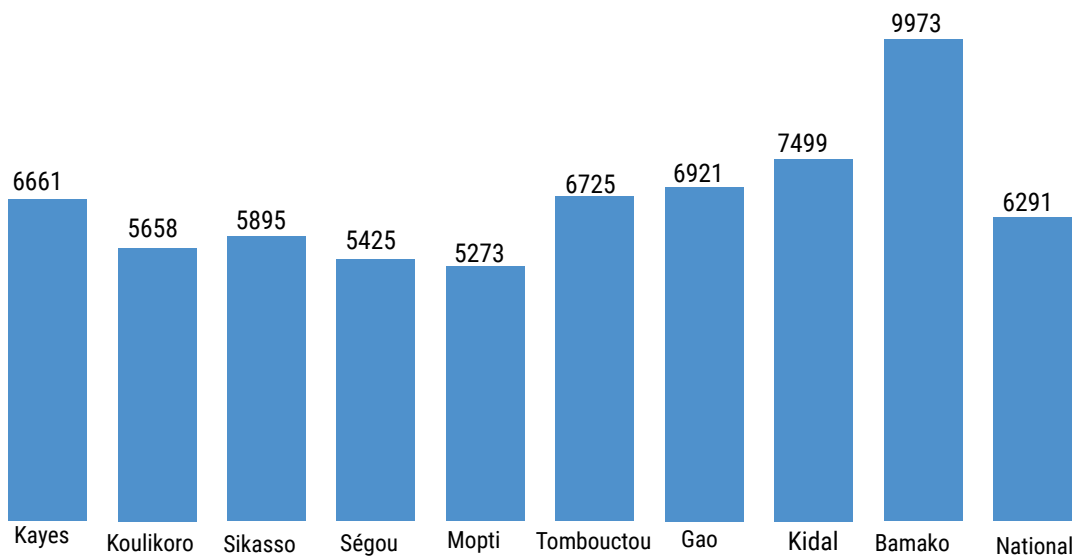
par personne par mois à Kidal qui d'ailleurs a la valeur la plus élevée en raison de la crise sécuritaire qui prévaut dans la région.

6.2 Valeur du transfert non alimentaire

Au même titre que la valeur du transfert alimentaire, nous avons effectué l'analyse du gap entre le panier des dépenses minimum non-alimentaire per capita et par mois et les dépenses totales (cash et propre production) per capita et par mois des ménages n'ayant pas la capacité économique de couvrir leurs besoins essentiels.

A l'échelle des régions, la valeur moyenne du transfert non alimentaire est de 6291 XOF, bien que la valeur varie d'une région à une autre en rapport avec la capacité économique des ménages à couvrir leurs besoins essentiels.

Graphique 10 : Valeur du transfert non alimentaire per capita et par mois

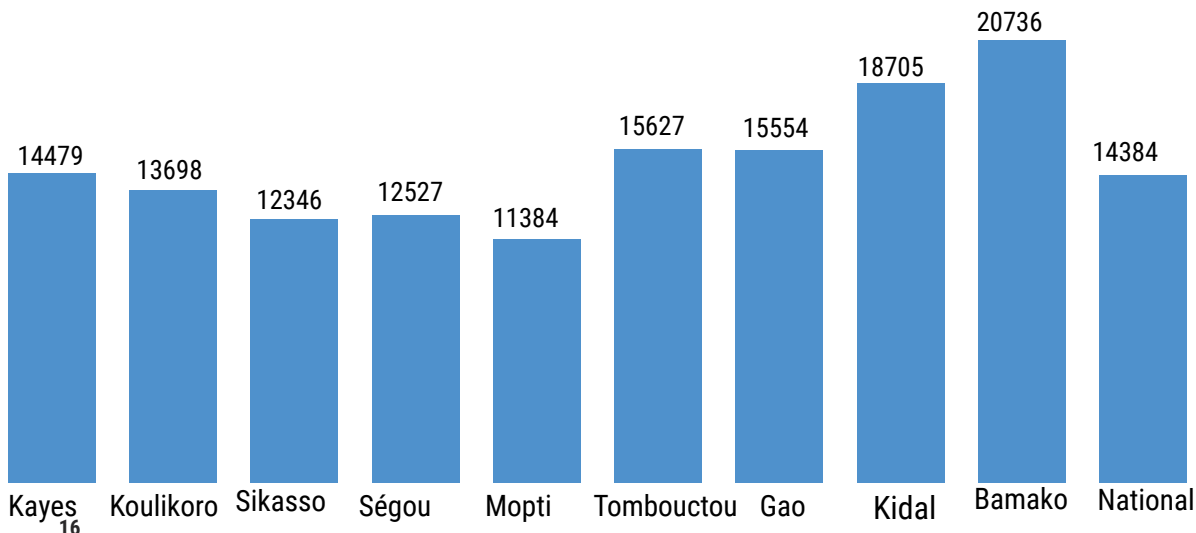


6.3 Valeur du transfert multisectoriel

L'analyse du panier minimum des dépenses a également permis de déterminer la valeur de transfert monétaire multisectoriel. L'estimation de celle-ci s'est effectuée sur la base des valeurs de transfert monétaire alimentaire et

non-alimentaire par région. Cette valeur est estimée et recommander pour chaque région comme on peut le voir dans le graphique ci-après.

Graphique 11: Valeur du transfert multisectoriel per capita et par mois



VII. ECONOMIES ÉCHELLE

Dans le cadre de l'analyse et de la détermination des valeurs des transferts, nous avons également tenté d'analyser la question des économies d'échelle sur les dépenses alimentaire et non-alimentaires des ménages. Il s'agit de voir l'évolution des dépenses alimentaires et non-alimentaire en fonction du nombre de membres d'un ménage. Il ressort de cette analyse que les ménages de

la taille 2-6, de la taille 7-10 et 11+ ont plus ou moins les mêmes conjonctures de dépenses alimentaires et non alimentaires. Ainsi, il serait intéressant de se référer à l'économie d'échelle pour effectuer un « ranking » de la valeur de transfert monétaire par régions.

VIII. Recommandations

Il est recommandé aux organisations d'adopter les valeurs de transfert prescrites ici pour l'assistance multisectorielle, alimentaire et non alimentaire par personne et par mois en tenant compte des régions et de les adapter à la taille des ménages, en tenant compte des économies d'échelle. En d'autres termes, la valeur de transfert pour les ménages de taille 2 à 6 devrait être doublée (multiplier la valeur de transfert *2), celle des ménages de taille 6 à 10 triplées (multiplier la valeur de

transfert*3) et celle des ménages de taille 11 et plus quadruplée (multiplier la valeur de transfert *4). Le MEB aura une durée d'un an et sera revue lorsque toutes les conditions sont réunies en réactivant la task force actuel du MEB. En outre, il sera essentiel d'activer une taskforce pour le suivi du marché pour faciliter la révision du MEB au moment opportun.

IX. conclusion

Dans le cadre de la définition de la valeur du transfert monétaire pour les programmes d'assistance alimentaire, une analyse du panier des dépenses minimum a été conduite à partir des données de l'Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de nutrition (ENSAN) menée septembre 2022 et pour le non alimentaires le panier a été constitué à travers les données sectoriel des cluster juge essentiel.

Il ressort de cette analyse un panier des dépenses

minimum (MEB) moyen ainsi des valeurs de transfert par région a l'issue d'un « gap analysis », présentant des variations d'une région à l'autre. En adaptant le montant de la valeur de transfert au type de réponse et au contexte de chaque région en tenant compte des économies d'échelles, le but de l'approche proposée est de permettre de cibler un maximum de ménages vulnérables avec des ressources limitées et dans un contexte global instable.

X. LISTE DES PARTENAIRES



Contact information

Nom	Position	Organisation	Email
Mimche njoya djibril	CWG coordinator	Norcap/cashcap	djibril.njoya@un.org
Fadwa Benmbarek	Head of coordination unit	OCHA	benmbarek@un.org
Alou Diakite	IM CWG	OCHA	alou.diakite@un.org
Daniel djouakafowo	CBT policy officer	PAM	daniel.djouakafowo@wfp.org
Bakary sissouma	VAM officer	PAM	bakary.sissouma@wfp.org
Baoubadi ATOZOU	Head of RAM	PAM	Baoubadi.atozou@wfp.org
Ousamne Diabré	VAM officer	PAM	ousmane.diabre@wfp.org
Mah assanatou kone	Lead CWG	DNPSES	tiantiou@gmail.com
Elmedy Ag HAMEHEDY		INSTAT	gelmehdy@gmail.com
Lassine Bagayoko		OMA	assinebaga@gmail.com
Boubacar DIARRA		OMA	nazoundiassana9@gmail.com
Nazoun DIASSANA		SAP	nazoundiassana9@gmail.com